

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1107

[2012/202111]

29 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil du 22 octobre 2007 portant organisation commune des marchés dans le secteur agricole et dispositions spécifiques en ce qui concerne certains produits de ce secteur (Règlement "OCM unique"), modifié en dernier lieu par le Règlement (UE) n° 121/2012 du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2012;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, § 1^{er}, 1^o, remplacé par la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 16 février 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 février 2012;

Vu l'avis 50.955/4. du Conseil d'Etat, donné le 14 mars 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la fin annoncée du système actuel des quotas laitiers au 31 mars 2015;

Considérant qu'il est nécessaire de préparer le secteur, d'une part, via la poursuite des assouplissements entamés dans la gestion des quotas et, d'autre part, de maintenir et de promouvoir la structure existante en facilitant l'installation et l'activité de producteurs laitiers par :

— la possibilité faite à un producteur laitier, installé depuis moins de neuf ans, de remettre tout ou partie de ses quotas à un producteur qui dispose déjà d'un quota laitier et qui est son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au second degré ou son conjoint, en respectant les règles de cumul en vigueur;

— la possibilité de constituer des Groupements de Producteurs laitiers (GPL) ou des Associations de Producteurs laitiers (APL) en cours de campagne laitière et non plus en début de campagne qui suit la demande;

— l'allègement des conditions d'exploitation des terres servant à la production laitière, des conditions d'installation et de transfert de quotas entre producteurs ayant déjà du quota;

— l'augmentation des quantités pouvant être données en location par un producteur en passant de 30 % à 50 % des quotas du cédant;

— l'augmentation de 15 % des plafonds à ne pas dépasser lorsque le preneur de quotas dispose déjà de quotas et qu'il en reprend d'autres;

— l'accessibilité au Fonds des quotas pour tous les producteurs;

Considérant la sous-production récurrente du quota laitier wallon;

Considérant qu'il ne s'avère également plus nécessaire d'appliquer le prélèvement anticipé mis en place par les arrêtés modificatifs du 22 octobre 2009 et du 28 octobre 2010;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers sont apportées les modifications suivantes :

1^o au point 6^o :

a) au point b1, tiret 4, les mots "situées sur le territoire de la zone" sont supprimés et remplacés par les mots "exploitées sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et déclarées en bonne et due forme telle que précisée à l'article 1^{er}, 16^o, de l'arrêté précité du 9 septembre 2004";

b) au point b2, les mots "commençant le 1^{er} avril" sont supprimés;

c) au point b6, les mots ", au 31 mars qui suit la demande de dissolution" sont insérés après les mots "de la durée minimale de trois périodes", et les mots ", sauf disposition expresse inverse de tous les intéressés à l'administration" sont ajoutés après les mots "réparties à part égale entre les membres sortants";

d) au point c1, la disposition du tiret 6 est remplacée par la disposition suivante : "— la durée de l'association : indéterminée, avec un minimum de trois périodes, prenant cours, à la date d'entérinement de l'association par l'administration,";

e) au point c.6.2, tiret 2, les mots ", au 31 mars qui suit la demande de dissolution" sont insérés entre les mots "— lors d'une dissolution" et les mots ", sans application des dispositions";

2^o au point 7^o, b2, les mots "— être constituée pour une durée d'au moins vingt ans;" sont supprimés;

3^o au point 7^o, c), la disposition est complétée comme suit : "toutefois, lorsque le groupement de personnes physiques ou des personnes morales ou des deux est constitué de personnes physiques, gérants ou administrateurs qui sont, entre-eux, parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré avec un parent au premier degré, seuls les parents ou alliés ascendants doivent répondre aux conditions du point a)";

4° au point 15°, § 1^{er} :

a) au point b2, les mots "ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007" sont insérés entre les mots "durant neuf ans à partir de la reprise de cette nouvelle unité de production laitière" et les mots ", la production laitière ne peut se faire que";

b) au point c), les mots "plus être exploitée par le cédant dès la période qui suit celle où les terres reprises sont déclarées par le preneur ni" sont insérés entre les mots "cette exploitation ne peut" et les mots "être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie";

c) au point d), les mots "ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007" sont insérés, d'une part, entre les mots "durant ces neuf ans" et les mots ", le cessionnaire ne peut céder..." et, d'autre part, entre les mots "De même, durant ces neufs autres années" et les mots ", lorsque le producteur-cessionnaire...";

d) au point d), la phrase "Toutefois, durant ces neuf ans et sans préjudice des dispositions de l'article 10, le producteur-cessionnaire peut céder toutes les quantités de références à un producteur qui est son conjoint et qui disposait déjà de quantités de références au 31 mars 2003." est remplacée par la phrase suivante : "Toutefois, durant ces neuf ans ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007, sans préjudice des dispositions des articles 9 et 10, le producteur-cessionnaire peut céder tout ou parties de ses quantités de référence à un producteur qui est son parent ou allié au premier degré, son parent collatéral au second degré ou son conjoint.";

e) le point g) est remplacé par la disposition suivante :

« g) si la reprise est consécutive à une succession, un tiers peut reprendre l'exploitation selon la disposition du point a), sans être tenu aux conditions prescrites par les points b) à e) mais doit poursuivre le respect de toutes les obligations éventuelles que le cédant était tenu de respecter. »;

5° au point 17° :

a) au point 3, les mots "ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les créations après le 31 mars 2007" sont insérés entre les mots "pendant neuf ans" et les mots ", le cessionnaire doit";

b) au point 5, les mots "ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les créations après le 31 mars 2007" sont insérés après les mots "quantité de référence";

c) au point 6, les mots "uniquement à un producteur qui la reprend selon les dispositions de l'article 1^{er}, 15°" sont remplacés par les mots "ou des quantités de référence à un producteur qui les reprend selon les dispositions de l'article 1^{er}, 15° ou 17°, ou des articles 9 et 10 et qui est son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au second degré ou son conjoint";

Art. 2. Dans l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, du même arrêté, les mots "30 %" sont remplacés par les mots "50 %".

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au point a) :

a) les mots "ou de création d'exploitation telle que visée à l'article 1^{er}, 17°, avec transfert de terres," sont insérés entre les mots "En cas de reprise d'exploitation telle que visée à l'article 1^{er}, 15°," et les mots "la quantité de référence transférée";

b) les mots "sur le territoire de la zone" sont remplacés par les mots "exploitées sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne et avoir été déclarées en bonne et due forme l'année civile précédant le transfert.";

c) les mots "doivent être pourvus des signatures certifiées conformes par les autorités communales respectives" sont remplacés par les mots "servant à la production laitière sont joints à la demande de transfert de quantité de référence.";

2° au point d), les mots "au cours des deux périodes précédentes" sont remplacés par les mots "au cours de la période précédente";

3° le point e) est remplacé par la disposition suivante :

« e) Sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, point 15°, et à l'article 9, § 3, le producteur-cessionnaire ne peut faire un transfert de quantité de référence en qualité de cédant au cours de la période en cours. »

Art. 4. Dans l'article 9 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 2 :

a) les mots "le plus âgé" sont remplacés par les mots "au moins un des membres";

b) les mots "le gérant ou l'administrateur le plus âgé" sont remplacés par les mots "au moins un des gérants ou administrateurs".

2° au § 2, 1°, le point a) est remplacé par la disposition suivante :

« a) le lien de parenté ou d'alliance au premier degré ou de parenté collatérale au second degré ou la qualité de conjoint doit exister, en cas de société agricole, au moins dans le chef de l'un des associés gérants ou, en cas d'autre personne morale, dans le chef de l'un des administrateurs ou gérants »;

3° au § 3, le point 5° est supprimé.

Art. 5. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les §§ 1^{er} et 2, 1° et 2°, les mots "690 000 litres" sont chaque fois remplacés par les mots "750 000 litres";

2° dans les §§ 1^{er} et 2, 1° et 2°, les mots "920 000 litres" sont chaque fois remplacés par les mots "1 000 000 de litres";

3° dans le § 2, 3°, les mots "690 000 litres" sont remplacés par les mots "1 000 000 litres".

Art. 6. Dans l'article 14 du même arrêté, au § 1^{er}, alinéa 4, les mots "sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne" sont insérés entre les mots "des terres exploitées en Belgique" et "déclarées par le cédant,".

Art. 7. Dans l'article 15, § 2, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1° :

a) les mots "être agriculteur à titre principal et" sont supprimés;

b) les mots "La condition d'agriculteur à titre principal n'est pas d'application pour les" sont remplacés par le mot "Les";

c) les mots "et ayant" sont remplacés par les mots "doivent avoir";

2° au point 2°, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots ", exploitées sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne," sont insérés entre les mots "de superficies fourragères suffisantes" et les mots "de sorte que ses quantités";

b) à l'alinéa 2, les mots "et 743" sont remplacés par les mots "743, 751, 83 et 84";

3° le point 4° est supprimé.

Art. 8. Dans l'article 18, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 4, modifié par les arrêtés du 2 octobre 2009 et du 18 octobre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "A partir du septième mois de la période, soit dès le mois d'octobre," sont supprimés;

b) le mot "doit" est remplacé par les mots "est autorisé à";

2° les alinéas 5, 6 et 7 sont abrogés.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 mars 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1107

[2012/202111]

29. MÄRZ 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates vom 22. Oktober 2007 über eine gemeinsame Organisation der Agrarmärkte und mit Sondervorschriften für bestimmte landwirtschaftliche Erzeugnisse dieses Sektors (Verordnung über die "einheitliche GMo"), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 121/2012 des Rates vom 15. Februar 2012;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3 § 1 1°, ersetzt durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 zur Festlegung sozialer Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund der am 16. Februar 2012 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 6. Februar 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Februar 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. März 2012 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 50.955/4;

In der Erwägung, dass das Ende der aktuellen Milchquotenregelung für den 31. März 2015 angekündigt worden ist;

In Erwägung der Notwendigkeit, einerseits den Sektor durch die Weiterführung der bereits eingeführten Lockerungen im Bereich der Quotenregelung vorzubereiten, und andererseits die bestehende Struktur durch die Vereinfachung der Niederlassung und der Betriebstätigkeit der Milcherzeuger zu fördern, indem:

— dem Milcherzeuger, dessen Niederlassung auf weniger als neun Jahre zurückgeht, die Möglichkeit geboten wird, einem Erzeuger, der bereits Milchquoten besitzt, und der mit ihm entweder im ersten Grad verwandt oder verschwägert, oder ist im zweiten Grad in der Seitenlinie mit ihm verwandt, oder aber sein Ehepartner ist, seine gesamten Quoten oder einen Teil davon zu überlassen, wobei die auf die Kumulierung anwendbaren Bestimmungen zu beachten sind;

— die Möglichkeit geboten wird, Milcherzeugergemeinschaften (MEG) oder Milcherzeugervereinigungen (MEV) im Laufe des Milchwirtschaftsjahres zu bilden, und nicht wie bisher zu Beginn Wirtschaftsjahres, das auf das Jahr des Antrags folgt;

— die Bedingungen für die Bewirtschaftung der Ländereien, die der Milchproduktion vorbehalten sind, die Bedingungen für die Niederlassung und die Übertragung der Quoten unter Erzeugern, die bereits Quoten besitzen, erleichtert werden;

— die Mengen, die durch einen Erzeuger verpachtet werden können, von 30% auf 50% der Quoten des überlassenden Erzeugers erhöht werden;

— die Höchstmengen, die nicht überstiegen werden dürfen, falls der Quotennehmer bereits Quoten besitzt und weitere Quoten übernimmt, um 15% erhöht werden;

— der Quotenfonds allen Erzeugern zugänglich gemacht wird;

In Erwägung, dass die Quoten der Milchproduktion in der Wallonie regelmäßig nicht erreicht werden;

In der Erwägung, dass es zudem nicht länger notwendig ist, die durch die abändernden Erlasse vom 22. Oktober 2009 und vom 28. Oktober 2010 eingeführte vorzeitige Erhebung anzuwenden;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 6°:

a) in Punkt b1, vierter Gedankenstrich, wird der Wortlaut "sich auf dem Gebiet der Zone befinden" gestrichen und durch den Wortlaut "auf dem Gebiet eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union bewirtschaftet werden und ordnungsgemäß wie in Artikel 1 16° des vorerwähnten Erlasses vom 9. September 2004 angegeben werden" ersetzt;

b) in Punkt b2 wird der Wortlaut "am 1. April beginnenden" gestrichen;

c) in Punkt b6 werden der Wortlaut "am 31. März nach dem Auflösungsantrag" nach dem Wortlaut "der Mindestdauer von drei Zeiträumen" und der Wortlaut ", außer bei einer ausdrücklichen anderslautenden Erklärung aller Beteiligten bei der Verwaltung" nach dem Wortlaut "werden jedoch unter die ausscheidenden Mitglieder gleichmäßig verteilt" eingefügt;

d) In Punkt c1 wird die in Gedankenstrich 6 angeführte Bestimmung durch die folgende Bestimmung ersetzt: "— die Dauer der Vereinigung: unbestimmt, mit einer Mindestdauer von drei Zeiträumen, beginnend ab dem Datum, an dem die Verwaltung die Vereinigung bestätigt hat;

e) in Punkt c.6.2, Gedankenstrich 2 wird der Wortlaut "am 31. März nach dem Auflösungsantrag" zwischen den Wortlaut "bei einer Auflösung" und den Wortlaut "ohne Anwendung der Bestimmungen" eingefügt;

2° in Punkt 7°, b2 wird der Wortlaut "für eine Dauer von wenigstens zwanzig Jahren gegründet worden sein";

3° in Punkt 7°, c), wird die Bestimmung wie folgt ergänzt: "Wenn jedoch der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder einer Verbindung beider Personenkategorien von natürlichen Personen gebildet wird, die als Geschäftsführer oder Verwalter untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder Verwandte in seitlicher Linie im zweiten Grad mit einem Verwandten im ersten Grad sind, so müssen lediglich die verwandten oder verschwägerten Vorfahren die Bedingungen von Punkt a erfüllen";

4° in Punkt 15°, § 1:

a) in Punkt b2 wird der Wortlaut "oder bis zum 31. März 2015 für die Übernahmen nach dem 31. März 2007" zwischen den Wortlaut "während einer Dauer von neun Jahren ab der Übernahme dieser neuen Milchproduktions-einheit" und den Wortlaut "darf die Milchproduktion nur auf diesem übernommenen Betrieb erfolgen" eingefügt;

b) in Punkt c) wird der Wortlaut "durch den Überlasser ab dem Zeitraum, der auf den folgt, während dem die übernommenen Ländereien durch den Übernehmer angegeben werden, weiter bewirtschaftet werden, noch" zwischen den Wortlaut "darf der Betrieb weder" und den Wortlaut "aufgelöst noch delocalisiert werden, sei es teilweise oder vollständig" eingefügt;

c) in Punkt d) wird der Wortlaut "oder bis zum 31. März 2015 im Fall einer Übernahme nach dem 31. März 2007" zwischen einerseits den Wortlaut "von neun Jahren" und den Wortlaut "nicht erlaubt" und zwischen andererseits den Wortlaut "von neun Jahren" und den Wortlaut "im Falle der Auflösung" ersetzt;

d) in Punkt d) wird der Satz "Während dieses Zeitraums von neun Jahren und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 10 ist der übernehmende Erzeuger jedoch berechtigt, alle Referenzmengen einem Erzeuger zu überlassen, der sein Ehepartner ist und der zum 31. März 2003 bereits über Referenzmengen verfügte." durch folgenden Satz ersetzt: "Während dieses Zeitraums von neun Jahren oder bis zum 31. März 2015 im Fall einer Übernahme nach dem 31. März 2007 und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 9 und 10 ist der übernehmende Erzeuger jedoch berechtigt, alle Referenzmengen oder einen Teil davon einem Erzeuger zu überlassen, der mit ihm im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt oder sein Ehepartner ist.;"

e) Punkt g) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«g) falls die Übernahme des Betriebs durch eine Erbschaft entsteht, so wird einer Drittperson erlaubt, den Betrieb nach den Bestimmungen von Punkt a) zu übernehmen, ohne dabei die in den Absätzen b) bis e) angeführten Bedingungen erfüllen zu müssen, wobei sie jedoch auch weiterhin alle Bedingungen erfüllen muss, die der verstorbene Erzeuger zu erfüllen hatte.»;

5° in Punkt 17°:

a) in Punkt 3 wird der Wortlaut "oder bis zum 31. März 2015 im Fall einer Betriebsgründung nach dem 31. März 2007" zwischen den Wortlaut "während neun Jahren" und den Wortlaut "muss der Übernehmer" eingefügt;

b) in Punkt 5 wird der Wortlaut "oder bis zum 31. März 2015 im Fall einer Betriebsgründung nach dem 31. März 2007" zwischen den Wortlaut "Übertragung der Referenzmenge" und den Wortlaut "bewirtschaftet werden" eingefügt;

c) in Punkt 6 wird der Wortlaut "nur einem Erzeuger, der ihn nach den Bestimmungen von Artikel 1 15° übernimmt" durch den Wortlaut "oder Referenzmengen nur einem Erzeuger, der sie nach den Bestimmungen von Artikel 1 15° oder 17° oder von Artikel 9 und 10 übernimmt, und der mit ihm im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt oder sein Ehepartner ist, übergeben;" ersetzt.

Art. 2 - In Art. 4 § 2 Absatz 2 2° desselben Erlasses wird der Wortlaut "30%" durch den Wortlaut "50%" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt *a*):

a) zwischen den Wortlaut "bei einer wie in Artikel 1 15° erwähnten Betriebsübernahme" und den Wortlaut "darf die übertragene Referenzmenge" wird der Wortlaut "oder einer Betriebsgründung nach Artikel 1 17° mit Übertragung von Ländereien" eingefügt;

b) der Wortlaut "auf dem Gebiet der Zone gelegen sein" wird durch den Wortlaut "auf dem Gebiet eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union bewirtschaftet werden und ordnungsgemäß im Laufe des Kalenderjahres vor der Übertragung angegeben werden" ersetzt;

c) der Wortlaut "müssen Unterschriften tragen, die von den jeweiligen Gemeindebehörden für gleichlautend genehmigt worden sind" wird durch den Wortlaut "und die zur Milchproduktion dienen, müssen dem Antrag auf Übertragung von Referenzmengen beigelegt werden.";

2° in Punkt *d*) wird der Wortlaut "im Laufe der vergangenen beiden Zeiträume" durch den Wortlaut "im Laufe des vergangenen Zeitraums" ersetzt;

3° Punkt *e*) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"*e*) Unbeschadet der in Artikel 1 Punkt 15° und in Artikel 9 § 3 angeführten Sonderbedingungen kann der überlassende Erzeuger während des laufenden Zeitraums keine Übertragung von Referenzmengen in der Eigenschaft als Übernehmer durchführen."

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 2:

a) der Wortlaut "deren ältestes Mitglied" wird durch den Wortlaut "die wenigstens ein Mitglied zählt, das" ersetzt;

b) der Wortlaut "deren ältester Geschäftsführer oder Verwalter" wird durch den Wortlaut "die wenigstens ein Mitglied zählt, das" ersetzt;

2° in § 2 1° wird Punkt *a* durch folgende Bestimmung ersetzt:

«*a*) Eine Verwandtschaft oder Verschwägerung ersten Grades oder eine Verwandtschaft zweiten Grades oder die Eigenschaft eines Ehepartners muss im Falle einer landwirtschaftlichen Gesellschaft wenigstens bei einem der geschäftsführenden Gesellschafter oder im Falle einer sonstigen juristischen Person bei einem der Verwalter oder Geschäftsführer bestehen»;

3° in § 3 wird Punkt 5° gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 und § 2 1° und 2° wird der Wortlaut "690 000 Liter" jeweils durch den Wortlaut "750 000 Liter" ersetzt;

2° in § 1 und § 2 1° und 2° wird der Wortlaut "920 000 Liter" jeweils durch den Wortlaut "1 000 000 Liter" ersetzt;

3° in § 2 3° wird der Wortlaut "690 000 Liter" durch den Wortlaut "1 000 000 Liter" ersetzt;

Art. 6 - In Artikel 14 § 1 Absatz 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut "auf dem Gebiet eines Mitgliedstaates der Europäischen Union" zwischen den Wortlaut "die in Belgien bewirtschaftet werden" und den Wortlaut "und die der Überlasser" eingefügt.

Art. 7 - In Artikel 15 § 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1°:

1° der Wortlaut "hauptberuflich Landwirt sein und" wird gestrichen;

b) der Wortlaut "Die Bedingung, hauptberuflich Landwirt zu sein, ist nicht anwendbar auf jene" wird durch den Wortlaut "Die" ersetzt;

c) der Wortlaut "die einen Teil" wird durch den Wortlaut "müssen einen Teil" ersetzt;

2° in Punkt 2° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In Absatz 1 wird der Wortlaut ", die auf dem Gebiet eines Mitgliedstaates der Europäischen Union bewirtschaftet werden," zwischen den Wortlaut "über genügende Futterflächen verfügen" und den Wortlaut "so dass seine gesamten Referenzmengen" eingefügt;

b) in Absatz 2 werden der Wortlaut "und 743" durch den Wortlaut ", 743, 751, 83 und 84" ersetzt;

3° Punkt 4° wird gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 18 § 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 4, abgeändert durch die Erlasse vom 2. Oktober 2009 und vom 18. Oktober 2010, wird wie folgt abgeändert:

a) der Wortlaut "Ab dem siebten Monat des Zeitraums, d.h. ab dem Monat Oktober," wird gestrichen;

b) der Wortlaut "ist der Käufer verpflichtet" wird durch den Wortlaut "wird dem Käufer erlaubt" ersetzt;

2° die Absätze 5, 6 und 7 werden aufgehoben.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. März 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1107

[2012/202111]

29 MAART 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad van 22 oktober 2007 houdende een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten en specifieke bepalingen voor een aantal landbouwproducten ("Integrale-GMO-Verordening"), laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 121/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 15 februari 2012;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o, vervangen bij de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 16 februari 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 februari 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 februari 2012;

Gelet op het advies 50.955/4 van de Raad van State, gegeven op 14 maart 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het eind van het huidige melkquotasysteem op 31 maart 2015;

Overwegende dat het nodig is de sector voor te bereiden, enerzijds door het nastreven van de versoepelingen die zijn opgestart in het quotabeheer en, anderzijds, de bestaande structuur te handhaven en te bevorderen door de installatie en de activiteit van zuivelproducenten te vergemakkelijken door :

— de mogelijkheid voor een melkproducent die sinds minder dan negen jaar gevestigd is, om zijn quota geheel of gedeeltelijk aan een producent over te dragen, die reeds over een melkquota beschikt en die zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is, met inachtneming van de geldende cumulatierregels;

— de mogelijkheid om "Groeperingen van zuivelproducenten (GPL)" of "Verenigingen van zuivelproducenten (APL)" op te richten gedurende een melkjaar en niet meer enkel op het begin van het melkjaar dat de aanvraag volgt;

— de versoepeling van de exploitatievoorwaarden van de gronden gebruikt voor melkproductie, van de installatievoorwaarden en van de voorwaarden in verband met de overdracht van quota tussen producenten die al over quota beschikken;

— de verhoging (van 30 % tot 50 %) van de hoeveelheden van de quota van de overdrager die door een producent kunnen verhuurd;

— De verhoging van 15 % van de plafonds die niet mogen worden overschreden wanneer de overnemer van de quota al over quota beschikt en andere overneemt;

— de toegankelijkheid tot het Quotumfonds voor alle producenten;

Gelet op de recurrente onderproductie van het Waals melkquotum;

Overwegende dat het ook niet meer nodig is het voorafnamesysteem toe te passen dat bij de wijzigingsbesluiten van 22 oktober 2009 en 28 oktober 2010 is ingesteld;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in punt 6^o :

in punt b1, vierde streepje, vervallen de woorden "gelegen te zijn op het grondgebied van het gebied" en worden vervangen door de woorden "te worden uitgebaat op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie en te worden behoorlijk aangegeven zoals bedoeld in artikel 1, 16^o, van voornoemd besluit van 9 september 2004";

b) in punt b2, vervallen de woorden "beginnend op 1 april";

c) in punt b6, worden de woorden "op 31 maart volgend op de vordering tot ontbinding" ingevoegd na de woorden "van de minimumduur van drie periodes", en de woorden ", behoudens uitdrukkelijk tegengestelde bepaling aan het bestuur" worden ingevoegd na de woorden "in gelijke delen verdeeld onder de terugtrekkende leden";

d) in punt c1, wordt de bepaling van het zesde streepje vervangen door de volgende bepaling : "— de duur van de vereniging : onbepaald, met minstens drie periodes, die ingaat op de datum van de bekrachtiging van de vereniging door het bestuur";

e) in punt c.6.2., tweede streepje, worden de woorden ", op 31 maart volgend op de vordering tot ontbinding" ingevoegd tussen de woorden "— bij een ontbinding" en de woorden "zonder uitvoering van de bepalingen";

2^o in punt 7^o, b2, vervallen de woorden "— opgericht zijn voor een duur van ten minste twintig jaar";

3^o in punt 7^o, c), wordt de bepaling aangevuld als volgt : "wanneer de groepering van natuurlijke personen of van rechtspersonen of van beide uit natuurlijke personen, beheerders of bestuurders bestaat, die onderling bloed- of aanverwant zijn in de eerste graad of bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad met een bloedverwant in de eerste graad, moeten enkel bloed- of aanverwanten echter voldoen aan de voorwaarden van punt a)";

4° in punt 15°, § 1 :

in punt b2, worden de woorden "of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007" ingevoegd tussen de woorden "gedurende negen jaar vanaf de overname van die nieuwe melkproductie-eenheid" en de woorden "mag de melkproductie enkel gebeuren";

b) in punt c), worden de woorden "door de overdrager niet meer worden uitgebaat vanaf de periode volgen op de aangifte van de onvergenomen gronden door de overnemer," ingevoegd tussen de woorden "mag dit bedrijf" et de woorden "in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden uitgewonnen noch verhuisd";

c) in punt d), worden de woorden "of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007" ingevoegd enerzijds tussen de woorden "gedurende deze negen jaar" en de woorden "mag de overnemer slechts..." en, anderzijds, tussen de woorden "Op dezelfde wijze, gedurende die periode van negen jaar," en de woorden "als de producent-overnemer een groepering...";

d) in punt d), wordt de zin "Gedurende deze periode van negen jaar en onverminderd de bepalingen van artikel 10, mag de producent-overnemer alle referentiehoeveelheden echter overdragen aan een producent die zijn echtgenoot is en die op 31 maart 2003 al over referentiehoeveelheden beschikte." Vervangen door de volgende zin : "Gedurende deze periode van negen jaar of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007, onverminderd de bepalingen van de artikelen 9 en 10, mag de producent-overnemer het geheel of een deel van zijn referentiehoeveelheden echter overdragen aan een producent die zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is.";

e) punt g) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« g) als de overname het gevolg is van een vererving, kan een derde het bedrijf overnemen overeenkomstig de bepaling van punt a), zonder verplicht te zijn tot de voorwaarden opgelegd bij de punten b) tot en met e), maar moet alle verplichtingen blijven naleven die de overdrager moest naleven. »;

5° in punt 17° :

in punt 3, worden de woorden "of tot 31 maart 2015 voor oprichtingen na 31 maart 2007" ingevoegd tussen de woorden "gedurende negen jaar" en de woorden "moet de overnemer";

b) in punt 5, worden de woorden "of tot 31 maart 2015 voor oprichtingen na 31 maart 2007" ingevoegd na het woord "referentiehoeveelheid";

c) in punt 6, worden de woorden "slechts het gehele bedrijf of een gedeelte ervan overdragen aan een producent die het overneemt volgens de bepalingen van artikel 1, 15°," vervangen door de woorden "het gehele bedrijf of een gedeelte ervan of referentiehoeveelheden aan een producent die ze overneemt volgens de bepalingen van artikel 1, 15° of 17°, of van de artikelen 9 en 10 en die zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is;"

Art.2. In artikel 4, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "30 %" vervangen door de woorden "50 %".

Art.3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt a) :

a) de woorden "of van oprichting van een bedrijf zoals bedoeld in artikel 1, 17°, met grondoverdracht" worden ingevoegd tussen de woorden "In geval van overname van een bedrijf, zoals bedoeld in artikel 1, 15°" en de woorden ", de overgedragen referentiehoeveelheid";

b) de woorden "gelegen zijn op het grondgebied van het gebied" worden vervangen door de woorden "worden uitgebaat op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie en worden behoorlijk aangegeven in het kalenderjaar voorafgaand de overdracht.";

c) de woorden "moeten voorzien zijn van de door de respectievelijke gemeentelijke overheden voor eensluidend verklaarde handtekeningen" worden vervangen door de woorden "gebruikt voor de melkproductie worden gevoegd bij de aanvraag voor de overdracht van referentiehoeveelheid.";

2° in punt d), worden de woorden "tijdens de twee voorgaande periodes" vervangen door de woorden "tijdens de voorgaande periode":

3° punt e) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« e) Onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punt 15°, en in artikel 9, § 3, mag de producent-overdrager gedurende de lopende periode geen overdracht van referentiehoeveelheid uitvoeren als overdrager. »

Art. 2. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid :

de woorden "het oudste lid" worden vervangen door de woorden "minstens één van de leden" :

b) de woorden "de oudste beheerder of bestuurder" worden vervangen door de woorden "minstens één van de beheerders of behuuders".

2° in § 2, 1°, wordt punt a) vervangen door de volgende bepaling :

« a) het bloed- of aanverwantschap in de eerste graad of bloedverwantschap in de zijlinie en tweede graad of de hoedanigheid van echtgenoot moet in geval van landbouwennotschap minstens bestaan bij één van de behorende vennoten of in geval van een andere rechtspersoon, bij één van de bestuurders of beheerders »;

3° in § 3 vervalt punt 5°.

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §§ 1 en 2, 1° en 2°, worden de woorden "690 000 liter" telkens vervangen door de woorden "750 000 liter";

2° in §§ 1 en 2, 1° en 2°, worden de woorden "920 000 liter" telkens vervangen door de woorden "1 000 000 liter";

3° in § 2, 3°, worden de woorden "690 000 liter" telkens vervangen door de woorden "1 000 000 liter".

Art. 4. In artikel 14 van hetzelfde besluit, in § 1, vierde lid, worden de woorden "op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie" ingevoegd tussen de woorden "op de gronden die in België uitgebaat zijn" en de woorden "en die door de overdrager".

Art. 5. In artikel 15, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° :

de woorden "landbouwer in hoofdberoep zijn en" vervallen;

b) de woorden "De voorwaarde" landbouwer in hoofdberoep "is niet van toepassing voor de" worden vervangen door het woord "De";

c) de woorden "en die een gedeelte van hun bedrijvigheid besteden" worden vervangen door de woorden "en die gedeelte van hun bedrijvigheid hebben moeten besteed";

2° in punt 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in het eerste lid, worden de woorden "uitgebaat op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie" ingevoegd tussen de woorden "over voldoende voederoppervlakte beschikt" en de woorden "zodat zijn globale referentiehoeveelheden";

b) in het tweede lid, worden de woorden "en 743" vervangen door de woorden "743, 751, 83 en 84";

3° punt 4° vervalt.

Art. 6. In artikel 18, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid, gewijzigd bij de besluiten van 2 oktober 2009 en 18 oktober 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

de woorden "Vanaf de zevende maand van de periode, namelijk vanaf oktober" vervallen;

b) het woord "moet" wordt vervangen door het woord "mag";

2° de leden 5, 6 en 7 worden opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 maart 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2012/15065]

Buitenlandse Dienst. — Aanstellingen

Bij koninklijk besluit van 22 maart 2012 wordt de heer Luc Truyens geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in Georgië, met standplaats te Bakoe.

Bij koninklijk besluit van 22 maart 2012 wordt de heer Guy Trouveroy geaccrediteerd als Ambassadeur en Consul-Generaal van België in de Republiek Oezbekistan, met standplaats te Moskou.

Het beroep van nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze mededeling. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (Wetenschapsstraat 33, 1040 Brussel) te worden toegezonden.

Deze termijn wordt met dertig dagen verlengd ten behoeve van de personen die hun woonplaats hebben in een Europees land dat niet aan België grenst en met negentig dagen ten behoeve van hen die hun woonplaats buiten Europa hebben.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2012/15065]

Service extérieur. — Désignations

Par arrêté royal du 22 mars 2012, M. Luc Truyens est accrédité en qualité d'Ambassadeur et de Consul général de Belgique en Géorgie, avec résidence à Bakou.

Par arrêté royal du 22 mars 2012, M. Guy Trouveroy est accrédité en qualité d'Ambassadeur et de Consul général de Belgique dans la République d'Ouzbékistan, avec résidence à Moscou.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section administrative du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (rue de la Science 33, 1040 Bruxelles) sous pli recommandé à la poste.

Ce délai est augmenté de trente jours en faveur des personnes demeurant dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique et de nonante jours en faveur de celles qui demeurent hors d'Europe.